

56533

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/69
28 novembre 1960

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Troisième session
Point 5 d) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU CENTRE D'ETUDE FAO/CEA
SUR LA POLITIQUE AGRAIRE EN AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE

Kénya et Ouganda - octobre 1960

60-1201

1. La Commission économique pour l'Afrique a organisé, de concert avec la FAO, un Centre d'étude sur la politique agraire en Afrique orientale et centrale, qui s'est tenu du 2 au 6 octobre au Kenya et du 7 au 25 octobre en Ouganda. Le programme de ce Centre comprenait des voyages sur le terrain pour l'étude de divers plans relatifs aux modes de faire-valoir, tels que le plan de remembrement rural, de clôture et d'enregistrement des terres au Kenya et le plan de répartition de terres en Ouganda. Il comportait aussi des conférences d'experts éminents sur des questions économiques importantes, le développement agricole, le crédit agricole, les coopératives et le développement communautaire, ainsi que des débats, l'établissement de rapports nationaux et des échanges de vues, de renseignements et de connaissances pratiques entre les participants, répartis en groupe d'étude. Cette partie du programme a été exécutée à Fort Portal, Ouganda, du 10 au 24 octobre 1960.

2. Cette réunion, la première de ce genre à être tenue en Afrique, a été organisée sur le modèle de celles qui ont déjà eu lieu en Amérique latine, en Asie, en Extrême-Orient et au Proche-Orient. Les participants venaient de la République du Soudan, de la République de Somalie, du Kenya, de l'Ouganda, du Tanganyika et de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Des experts de la CEA et de la FAO ont également pris une part active aux travaux.

3. Le but principal du Centre était de donner aux participants la possibilité d'échanger des idées et des connaissances pratiques sur la structure agraire et, particulier, sur les aspects agricoles, sociaux, économiques et administratifs des problèmes qu'elle pose. Le développement communautaire et les services sociaux ont été également évoqués au cours des débats.

4. Les principaux sujets discutés ont été les suivants: la conception de la politique agraire en Afrique orientale et centrale, les modes d'utilisation des terres et leur relation avec les problèmes de structure agraire, le processus d'individualisation du mode de faire-valoir, l'évaluation de problèmes fonciers précis tels que l'enregistrement des droits sur les terres, le remembrement rural, le repoulement des terres et les problèmes connexes concernant la vulgarisation agricole, le crédit agricole, la commercialisation et les coopératives agricoles et la participation de la population locale au processus de développement rural, dans ses relations avec les mesures tendant à réformer la structure agraire.

5. On appréciera l'importance du Centre si l'on songe que les pays africains sont, dans une large mesure, tributaires de l'agriculture. Le progrès du développement économique en Afrique est étroitement lié au maintien et à l'expansion des exportations des récoltes marchandes, alors que, par suite de la rapidité de l'accroissement de la population et du développement de l'urbanisation, la demande de denrées alimentaires continue à augmenter et à se diversifier. Les circonstances faisant que des populations en grande partie tribales vivent encore sous un régime coutumier, il est d'une importance décisive de formuler une nouvelle politique agraire qui tienne compte de l'évolution de l'économie et permette d'augmenter la productivité de la main-d'oeuvre agricole et des terres.

6. La population agricole continue à être organisée le plus souvent dans le cadre des coutumes qui régissent la propriété et l'utilisation des terres. La propriété communautaire a jusqu'ici prédominé en Afrique orientale et centrale, avec le plus souvent la pratique des cultures itinérantes et des façons culturales traditionnelles. Le développement économique est inséparable du développement agricole et appelle notamment le passage de l'agriculture de subsistance, qui est encore la plus répandue, à l'agriculture de marché, ce qui aura pour effet d'élargir les possibilités de commercialisation. Une grande partie de la discussion a donc été consacrée à l'étude des problèmes que pose une refonte des régimes actuels qui permette de stimuler le développement de l'agriculture.

7. Il a été reconnu que l'existence de modes de faire-valoir appropriés complétés par des mesures économiques telles que la création de moyens de crédit et de vente sont la condition préalable de toute amélioration de la production agricole.

8. L'un des principaux problèmes que doivent résoudre les pays africains en voie de développement est celui de l'apport de capitaux susceptibles d'être investis dans l'agriculture. On a fait observer que ces capitaux devaient provenir surtout du secteur public. On peut aussi recourir aux capitaux étrangers dans le cadre de contrats d'association, comme l'ont fait les Gouvernements du Nigéria et du Sierra Leone qui, moyennant certaines garanties particulières et suivant une réglementation précise, délivrent des licences permettant d'investir des fonds étrangers dans des plantations.

9. Aucun mode de faire-valoir n'est applicable dans tous les cas : il faut que le régime d'exploitation soit adapté à la situation

économique et sociale, attire les investissements, assure une bonne utilisation des terres et soit en harmonie avec les valeurs sociales de la population. Il doit également assurer la sécurité aux agriculteurs et leur permettre de tirer de la terre un revenu suffisant, dans une économie agricole en voie d'expansion.

10. On a fait ressortir que, dans une économie qui se développe, la terre doit être considérée comme un facteur de production et non pas comme un bien qu'on puisse tenir en réserve. Posséder de la terre ne doit donc pas être une fin en soi, il faut au contraire y voir le moyen de permettre à l'agriculteur de produire le plus possible. On a également admis que l'appropriation privative des terres n'a pas toujours assuré la production la plus élevée.

11. Il a été reconnu que la propriété ne doit pas servir de prétexte à protéger l'exploitation non rentable. Le mode de faire-valoir doit convenir à un certain type de production agricole et permettre un contrôle de l'utilisation des terres de manière à en assurer l'emploi rationnel. Le Centre a donc souligné qu'il importe de planifier l'utilisation des terres en se fondant sur des enquêtes agronomiques et écologiques approfondies exécutées dans des pays africains.

12. Les participants ont spécialement examiné si l'on pouvait conserver les modes de faire-valoir coutumiers actuels sans paralyser le développement économique. Dans certaines régions où la vie tribale se désintègre et où la densité de la population est élevée, l'individualisation de la propriété foncière conduit à grossir indûment l'effectif des troupeaux et à surcharger les pâturages, ce qui détruit les herbages, fait perdre au sol sa fertilité et l'expose à l'érosion. On risque aussi que certains

individus entreprenants s'approprient des terres. Toutefois, les participants sont convenus, dans l'ensemble, qu'il y avait lieu d'individualiser les terres lorsque l'idée de propriété était mûre et que l'autorité tribale s'était affaiblie.

13. La participation des habitants au développement agricole est indispensable au succès de la politique agraire. Le Centre a examiné les diverses formes qu'elle pourrait revêtir (contrats d'associations, coopératives, développement communautaire, rôle de l'administration locale, etc.).

14. Les participants ont souligné la nécessité d'évaluer les changements et les réformes susceptibles de donner de bons résultats en ce qui touche le mode de faire-valoir en Afrique, et l'importance capitale de la recherche et des travaux d'évaluation relatifs aux structures agraires, aux programmes de politique agraire, ainsi qu'aux régimes coutumiers et à leurs incidences sur la production agricole. Ils ont également souligné que, pour éviter de bouleverser la production et de compromettre l'économie nationale, on devait appliquer la réforme agraire de manière à maintenir ou à élever les niveaux de productivité et les normes de qualité.

15. Les groupes d'étude ont présenté leurs conclusions et leurs suggestions à la séance finale du Centre, qui les a adoptées sans réserve en exprimant le vœu que :

- 1) la FAO, en coopération avec la CEA, contribue à la coordination des échanges d'informations en matière de politique foncière, à l'échelon régional,
- et que

- 2) les gouvernements membres examinent s'il est possible d'intensifier les travaux d'évaluation et de recherche sur les modes de faire-valoir et la politique agraire, avec l'aide de la FAO et de la CEA.

.....